

LPO : l'expérience de la honte pour rétablir les chasses traditionnelles



LPO : l'expérience de la honte pour rétablir les chasses traditionnelles

La LPO apprend que, sous prétexte d'expérimentation, le Ministère de l'écologie organise une étude soi-disant scientifique visant à autoriser de nouveau le piégeage traditionnel d'espèces d'oiseaux pourtant en déclin. La LPO dénonce l'acharnement du gouvernement à vouloir perpétuer des pratiques rétrogrades sous la pression des lobbies cynégétiques.

Depuis un arrêt de la Cour de justice européenne en février 2021, le Conseil d'Etat a annulé tous les arrêtés ayant autorisé les chasses traditionnelles d'oiseaux sauvages en France. Motif : ces modes de piégeage méconnaissent les objectifs fixés par la Directive européenne « Oiseaux » de 2009 en ce qu'ils ne démontrent pas leur caractère sélectif. Le 24 mai 2023, la plus haute juridiction administrative française ordonnait même l'abrogation des arrêtés datant de 1989 qui encadraient ces pratiques, signifiant normalement leur fin définitive.

Las, le gouvernement veut maintenant contester ce jugement en organisant une expérimentation dont l'objectif est de démontrer ce caractère sélectif et prouver que le nombre de captures d'espèces non ciblées demeure faible et que ces dernières sont relâchées rapidement, sans dommage autre que négligeable.

Cette étude, préparée conjointement par le Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et la Fédération nationale des chasseurs, consiste ainsi à autoriser par arrêtés préfectoraux à partir du mois d'octobre la capture de :

- 6000 alouettes des champs à l'aide de pantes (filets horizontaux) ou de matoles (cages tombantes) dans les départements suivants : Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques
- 500 vanneaux huppés et 15 pluviers dorés à l'aide de tentes (filets horizontaux) dans les Ardennes.

Les données collectées lors de cette expérimentation doivent permettre d'évaluer « scientifiquement » la proportion de prises accidentelles occasionnées par l'emploi de ces méthodes de piégeage, ainsi que l'état, au relâcher, des individus ainsi capturés. Sans aucune concertation préalable avec les organismes scientifiques, comme par exemple le Muséum national d'histoire naturelle, l'étude reposera en fait sur les déclarations des chasseurs eux-mêmes, la présence d'un observateur assermenté et indépendant restant facultative.

En mai 2023, une étude du CNRS alertait sur la disparition des oiseaux en milieu rural, qui ont perdu 60% de leurs effectifs en à peine quarante ans. Parmi les espèces les plus touchées : l'Alouette des champs, dont les populations sont en chute libre dans nos campagnes.

Pour Allain Bougrain Dubourg, Président de la LPO : « Cet acharnement à vouloir encourager le piégeage non sélectif des oiseaux n'est pas digne d'un pays qui se veut leader en matière de reconquête de la biodiversité. Les annonces du Président de la République sur la planification écologique ne sont plus crédibles. Evidemment la LPO compte attaquer les arrêtés préfectoraux. Mais comme trop souvent le mal aura été fait d'ici à ce que justice soit rendue »